

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE  
PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	ABONNEMENT						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS  Pour les abonnements, annonces et réclamations. s'adresser à l'EDITOGO - B.P. 891 - Tél. 21-37-18  Fax. (228) 21-61-07 - Lomé (TOGO)  Les abonnements et annonces sont payables d'avance.
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
TOGO .....	6.000	-	3.300	-	1.725	-	
FRANCE, AFRIQUE .....	-	8.400	-	4.620	-	2.415	
Autres pays .....	-	12.000	-	6.600	-	3.450	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :  
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 21-27-01 - LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

#### PRIMATURE

1996

06 Mai - Décret n° 96-74/PMRT portant intérim .....	370
06 Mai - Décret n° 96-75/PMRT portant intérim .....	370
06 Mai - Décret n° 96-76/PMRT portant intérim .....	370
06 Mai - Décret N° 96-77/PMRT portant intérim .....	370

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1996

- Décisions portant exclusion .....	371
- Décisions portant rectifications .....	371
- Décisions portant radiations .....	371
08 Mai - Décision n° 181/MDN portant réforme .....	371
13 Mai - Décisions n° 192/MDN fixant le montant de la prime d'alimentation pour cheval .....	372

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE 1996

10 Mai - Arrêté n° 91/MIS portant avancement d'échelon .....	372
Arrêtés portant nominations .....	372

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 1996

14 Mai - Décision n°272/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit .....	373
---	-----

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

1996

- Arrêtés portant nominations .....	373
-------------------------------------	-----

#### MINISTERE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

1996

- Arrêtés Interministériels instituant redevances .....	374
07 Mai - Arrêtés Interministériels n° 12/MCPT/MEF fixant le taux et les modalités de perception d'une redevance par escale des navires au port de Lomé et à l'apportement de Kpémé .....	376
07 Mai - Arrêté Interministériel n°13/MCPT/MEF instituant le certificat national de Franc-Bord pour les navires battant pavillon togolais .....	377
08 Mai - Arrêté n°14/MCPT portant nomination .....	377

### MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

#### 1996

- Arrêtés portant nominations, intégration, titularisations, régularisation de situation administrative, détachements, révocation, suspension de fonctions, retard à l'avancement, rappel à l'activité et admission à la retraite. ... 380
- Arrêtés constatant reprises de service, retour de stage et absence irrégulière. .... 380
- Arrêtés maintenant des fonctionnaires dans la position de détachement. .... 381
- Arrêtés mettant des fonctionnaires en position de stage et fin à un détachement et plaçant dans la position de disponibilité sans traitement. .... 382
- Arrêtés portant rectificatifs ..... 384
- 07 Mai - Arrêté n° 394/METFP rapportant l'arrêté n° 771/METFP-AS du 18 juillet 1995 portant suspension de fonctions. .... 384

### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

#### 1996

- 02 Mai - Arrêté n° 74/MSP portant additif à l'arrêté n° 112/95 MSP-SN du 27 octobre 1995 portant nomination du conseil d'Administration du Centre Hospitalier Régional d'Atakpamé 385
- 03 Mai - Arrêté interministériel n° 75/MSP/MEF portant approbation du budget autonome du Centre Hospitalier Universitaire de Lomé - Tokoin Gestion 1996. .... 385
- 03 Mai - Arrêté interministériel n° 76/MSP/MCPT portant réglementation de l'importation, de la production, du conditionnement, de la distribution et de l'utilisation du sel destiné à l'alimentation humaine et animale en République Togolaise. .... 385
- 14 Mai - Arrêté n° 78/MSP portant création du Comité National de Coordination du Programme Micronutriments (CNCMP). .... 387
- 14 Mai - Arrêté n° 79/MSP portant nomination. .... 388

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### 1996

- 3 Mai - Arrêté n° 41/MENRS instituant un concours de recrutement. .... 388
- 06 Mai - Arrêté n° 42/MENRS portant nomination. .... 388
- 10 Mai - Arrêté n° 45/MENRS portant additif aux arrêtés 388

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### 1996

#### DIVERS

Caisse de Retraites du Togo

- 02 Mai - Décision n° 432/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NANDJA Awandé Tafosse. .... 388
- 02 Mai - Décision n° 433/ CRT/DP portant concession de pensions de veuve et d'orphelins aux ayants-cause de feu AGOH Nossilaki Piabalo. .... 389
- 02 Mai - Décision n° 434/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SATCHIVI Datti Kuévi Mawulekumi ..... 389
- 06 Mai - Décision n° 437/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BLAGOGEE Heponou Ayawovi Delanam. .... 389
- 06 Mai - Décision n° 438/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. LEGUEDE Yawo Missiagbéto Améwonovi. .... 390
- 06 Mai - Décision n° 439/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant-cause de feu YERIMA Asma. .... 390
- 06 Mai - Décision n° 441/CRT/DP portant concession de pension aux ayants-cause de feu DAVON Koffi. .... 391
- 09 Mai - Décision n° 442/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DOUAMISSIMEY Komi. .... 391
- 09 Mai - Décision n° 444/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu REDAH N'Ba Koudema ..... 391
- 09 Mai - Décision n° 445/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu VOEDZO Messa Komi. .... 392
- 09 Mai - Décision n° 446/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ALA Kokou Sitsofé. .... 392
- 09 Mai - Décision n° 447/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SABI Gado. .... 392
- 09 Mai - Décision n° 448/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. MAMA OURO Gblao. .... 393
- 09 Mai - Décision n° 449/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants à M. FASSINOU Yao Vignon. .... 393

### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES MINES ET DE L'ENERGIE

#### 1996

- 06 Mai - Arrêté n° 25/MEME/DGMG/BNRM portant autorisation d'ouverture d'une station de vente d'hydrocarbures à AFLAO AVEDI AGNIGBE - Lomé. .... 393

#### PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

**LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,  
ARRETES ET DECISIONS**

**PRIMATURE**

**DECRETS**

Décret N°96-074/PMRT du 6 Mai 1996 - Portant intérim du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 78,  
Vu le décret n° 94-028/PR du 24 avril 1994 portant nomination du Premier Ministre,  
Vu le décret n° 95-079/PR du 29 novembre 1995 portant remaniement du gouvernement,

**DECRETE :**

**Article premier :** Pendant l'absence de M. Barry Moussa BARQUE, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Atsutsé AGBOBLI, Ministre chargé des Relations avec l'Assemblée Nationale, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 06 mai 1996  
**Edem KODJO**

Décret N°96-075/PMRT du 6 mai 1996 - portant intérim du MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 78,

Vu le décret n°94-028/PR du 24 avril 1994 portant nomination du Premier Ministre,

Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995 portant remaniement du gouvernement,

**DECRETE :**

**Article premier :** Pendant l'absence de M. Elom Komi DADZIE, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des

Finances, M. Etsè Jean-Pierre AMEDON, Ministre de la Santé publique, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 06 Mai 1996  
**Edem KODJO**

Décret n°96-076/PMRT du 6 Mai 1996 portant intérim du Ministre de l'Industrie, des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche

**PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 78,  
Vu le décret n°94-028/PR du 24 avril 1994 portant nomination du Premier Ministre,  
Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995 portant remaniement du Gouvernement,

**DECRETE :**

**Article Premier :** Pendant l'absence de M. Payadowa BOUKPESSI, Ministre de l'Industrie, des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche, M. Bamouni Stanislas BABA, Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 06 mai 1996  
**Edem KODJO**

Décret n° 96-077/PMRT du 6 Mai 1996 - Portant intérim du Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 78,

Vu le décret n°94-028/PR du 24 avril 1994 portant nomination du Premier Ministre,

Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995 portant remaniement du gouvernement,

**DECRETE :**

**Article premier :** Pendant l'absence de M. Kwassi KLUTSE, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, Ayitou SINGO, Ministre de l'Environnement et du tourisme, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 06 mai 1996  
**Edem KODJO**

## MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

### Exclusion

Décision n° 174/MDN du 8-5-96 - Le Soldat de 2° classe DJABUGOU Nambinôbe, N°Mle 12501 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, est exclu pour six (06) mois sans solde des Forces Armées

Togolaises pour compter du 1er Mai 1996.

Décision n° 176/MDN du 8-5-96 - Le Soldat de 1° classe GNANDI Asma, N°Mle 9456 du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé, est exclu pour six (06) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1er Mai 1996

Décision n° 178/MDN du 8-5-96 - Le Soldat de 1° classe ASSIH Ezzo, N°Mle 13137 du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé, est exclu pour six (06) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1er Mai 1996.

### Rectification de nom et prénoms

Décision n° 175/MDN du 8-5-96 - Les noms des militaires ci-dessous énumérés en service dans les Forces Armées Togolaises, sont rectifiés comme suit :

AU LIEU DE	GRADE	N°MLE	LIRE
AKANTO Flanté Akissim	C/C	2704	AKANTO Flanti Akissim
EZAO Tcha	CAL	2514	EZAO Tchaa
BALOUTATCHAM Médélou	1°CL.	2467	BOLOUTATCHAM Madélou

Décision n° 183/MDN du 8-5-96 - Les noms et prénoms des militaires ci-dessous énumérés en service dans les Forces Armées Togolaises, sont rectifiés comme suit :

AU LIEU DE	GRADE	N°MLE	UNITE	LIRE
SIYA Tchigar	S/C	1719	C.N.I.	GNON SIYA Tchigrr Kourfnt-Ouess
TCHEI Sama	SGT	5222	C.N.I.	KAO Eyadoma Abalo
DAWELESSI Essolakina	1°CL.	13769	MUS/RCGP	TAWELESSI Essolakina
LAMBONI Bountché	1°CL.	10861	1°R.I.	KPAKPARO Bountché
BIDIMAN Afouloum	1°CL.	4799	S.G.B.	AWI Bidamon

### Radiation

Décision n° 177/MDN du 8 - 5 - 96 - Le Soldat de 1°classe LORIE Tagba, N°Mle 4430 du 2° Régiment d'Infanterie à ADIDOGOME, décédé le 21 Avril 1996 au Pavillon Militaire de Lomé-Tokoin, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 22 Avril 1996.

Décision n° 179/MDN du 8 - 5 - 96 - Le Soldat de 1°classe SAYIBIA Kossi, N°Mle 2646 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, , décédé le 08 Avril 1996 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé-Tokoin des suites d'une courte maladie , est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 09 Avril 1996.

Décision n° 180/MDN du 8 - 5 - 96 - Le Lieutenant

EGBARE Blao de la Musique Principale des Forces Armées Togolaises, décédé le 30 Mars 1996 des suites d'un accident de circulation, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 31 Mars 1996.

Décision n°182/MDN du 8-5-96 - Le Gendarme Adjoint de 1° Classe GBANDE Nakpane, N°Mle 2183 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 30 Mars 1996 des suites d'un accident de circulation, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 31 Mars 1996.

### Reforme

Décision n° 181/MDN du 8 - 5 - 96 - Est réformé par mesure disciplinaire pour compter du 1er Mai 1996, le

Soldat de 1<sup>o</sup> classe ETSEY Kossi, Mawéna, Mle 7161 du Groupement Aérien Togolais.

La gratuité de transport lui est accordée ainsi que sa famille pour rejoindre ses foyers. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 1er Mai 1996.

Arrêté n° 192/MDN/MEF du 13/5/96 - A compter de la date de signature du présent Arrêté le montant de la prime journalière d'alimentation par animal est fixée comme suit :

Prime acquise à l'ordinaire = 700 Francs

Fonds de réserve Ministériel = 50 Francs

Prime globale = 750 Francs

#### **MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE**

Arrêté n° 91/MIS du 10/5/96 - Les fonctionnaires ci-dessous désignés dans le corps des fonctionnaires de Police sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

#### **CORPS DES OFFICIERS DE POLICE**

##### **AU GRADE D'OFFICIER DE POLICE DE 2<sup>e</sup> CLASSE 6<sup>e</sup> ECHELON (INDICE 1450)**

- 01-10-95 : LAMBIME Yédoumba, n°mle 025830-G, Officier de Police de 5<sup>e</sup> échelon

#### **CORPS DES GRADES ET GARDIENS DE LA PAIX**

##### **AU GRADE DE BRIGADIER-CHEF DE POLICE DE 5<sup>e</sup> ECHELON (INDICE 1050)**

02-09-95 : BOULI Mèba, n°mle. 007605-F, Brigadier-Chef de Police de 4<sup>e</sup> échelon  
 02-09-95 : DJERI Salifou, n°mle 007610-U, Brigadier-Chef de Police de 4<sup>e</sup> échelon  
 02-09-95 : ESSO-ZAKARI Kérim, n°mle 007614-R, Brigadier-Chef de Police de 4<sup>e</sup> échelon  
 02-09-95 : KOSSI Amenyo, n°mle 007631-Z, Brigadier-Chef de Police de 4<sup>e</sup> échelon  
 02-09-95 : LAMBANA Perem, n°mle 007638-G, Brigadier-Chef de Police de 4<sup>e</sup> échelon

##### **AU GRADE DE BRIGADIER-CHEF DE POLICE DE 3<sup>e</sup> ECHELON (INDICE 950)**

01-10-95 : POSSIAN Kokougan, n°mle 009087-H, Brigadier-chef de Police de 2<sup>e</sup> échelon  
 -"- : YANWO Kondi, n°mle 009106-L, Brigadier-chef de Police de 2<sup>e</sup> échelon  
 -"- : Brigadier-chef de Police de 2<sup>e</sup> échelon

02-10-95 : BATAKA Yélendo, n°mle 006866-U, Brigadier-chef de Police de 2<sup>e</sup> échelon  
 -"- : SABAGA Kalika, n°mle 006929-T, Brigadier-chef de Police de 2<sup>e</sup> échelon  
 -"- : Brigadier-chef de Police de 2<sup>e</sup> échelon

##### **AU GRADE DE GARDIEN DE LA PAIX DE 6<sup>e</sup> ECHELON (INDICE 550)**

02-10-95 : AMEGBO Kokou, n°mle 012292-N, Gardien de la Paix de 5<sup>e</sup> échelon

##### **AU GRADE DE GARDIEN DE LA PAIX DE 3<sup>e</sup> ECHELON (INDICE 430)**

- 14-11-95 : AGNATODJI Modukpé, n°mle 038233-K, Gardien de la Paix de 2<sup>e</sup> échelon

Le présent arrêté prend effet au point de vue solde à compter de la date d'avancement de chacun des intéressés.

Arrêté n° 92/MIS du 13/5/96 - M. OUEDRAOGO Abdoulaye est nommé Secrétaire du chef canton de Guérin-Kouka (Préfecture de Dankpen) en remplacement de M. KYELEME D. Yacoubou, décédé.

Il est alloué annuellement à M. OUEDRAOGO Abdoulaye, Secrétaire du chef canton de Guérin-Kouka, des indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 93/MIS du 13/5/96 - M. LACLE Adjété est nommé Secrétaire du chef canton d'Anyronkopé (Préfecture de VO).

Il est alloué annuellement à M. LACLE Adjété, Secrétaire du chef canton d'Anyronkopé, des indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 94/MIS du 13/5/96 - M. FIAGBE Komi Paulin est nommé Secrétaire du chef canton Kpélé-Kamé dans la sous-préfecture de KPELE-AKATA (KLOTO).

Il est alloué annuellement à M. FIAGBE Komi Paulin, Secrétaire du chef canton de Kpélé-Kamé des indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 95/MIS du 13/5/96 - M. KLU Adzèwoda Wobubé est nommé Secrétaire du chef canton de Kpélé-Nord à Elé, dans la sous-préfecture de KPELE-AKATA (KLOTO).

Il est alloué annuellement à M. KLU Adzèwoda Wobubé, Secrétaire du chef canton de Kpélé-Nord à Elé, des indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 96/MIS du 13/5/96 - M. LAMBONI Baboari est nommé Secrétaire du chef canton de Mandouri (Préfecture de KPENDJAL).

Il est alloué annuellement à M. LAMBONI Baboari, Secrétaire du chef canton de Mandouri, des indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 97/MIS du 13/5/96 - M. KOMBONGNOU Dadjérim est nommé Secrétaire du chef canton de Lokpano (Préfecture de TANDJOUARE).

Il est alloué annuellement à Monsieur KOMBONGNOU Dadjérim, Secrétaire du chef canton de Lokpano, des

indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 98/MIS du 13/5/96 - M. GBANDE Watchète est nommé Secrétaire du chef canton de Fazao (Préfecture de SOTOUBOUA) en remplacement de BABANASSOWOU Hodabalo démissionnaire.

Il est alloué annuellement à M. GBANDE Watchète, Secrétaire du chef canton de Fazao, des indemnités de fonctions de 100 800 F CFA (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget général - Gestion 1996 - Section 15 - chapitre 24 - Article 00-00 Paragraphe 14.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Décision n° 272/DF/DCO du 14/5/96 - Il est mis à la disposition de la Fédération Togolaise de Tennis un crédit de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENTS (1 355 300) Francs CFA pour permettre à ladite Fédération d'organiser un stage pour Entraîneurs de Niveau I prévu à Lomé du 06 au 17 Mai 1996.

La dépense est imputable sur le Budget Général, Gestion 1996 Section 215-22-00-44-01 (Subventions aux équipes nationales et clubs engagés dans les compétitions internationales).

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

##### Nomination

Arrêté n° 16/MAEC/SG/DAP/DVGP - du 15/5/96 M. YACOUBOU ABOU, n° mie 020334-G, précédemment Premier Conseiller à l'Ambassade du TOGO à TEL-AVIV, est nommé Ministre-conseiller en la même Ambassade.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n°17/MAEC/CAB du 15/5/96 - Est rapporté l'arrêté n° 092/MAEC/CAB du 15 Mars 1993 portant nomination ;

M. KOMBATE Bogdja, Professeur de Philosophie est nommé Attaché de Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération .

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

### MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

Arrêté Interministériel n°8/MCPT/MEF du 7 mai 1996 instituant une redevance des visites de partance des navires touchant le Port Autonome de Lomé et l'appontement de Kpémé

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS ET  
LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
Vu l'ordonnance n°29 du 12 août 1971, portant Code de la Marine Marchande ;  
Vu le décret n°80-184/PR/MCT du 26 juin 1980, portant définition des attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Transports ;  
Vu le décret n°86-109 du 5 juin 1986, portant organisation et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;  
Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995, portant remaniement du Gouvernement ;

#### ARRETERENT :

**Article premier :** Conformément aux dispositions des articles 14 et 15 du Code de la Marine Marchande, il est institué une redevance des visites de partance des navires de commerce touchant le Port Autonome de LOME et l'appontement de KPEME.

Cette redevance est perçue auprès de l'armateur, son représentant ou le consignataire du navire.

Art. 2 : Le montant de la redevance des visites de partance est fixé comme suit :

- a) Navires de 50 à 250 tonneaux de jauge brute  
= 10 000 F CFA
- b) Navires de 251 à 2 000 tonneaux de jauge brute  
= 20 000 F CFA
- c) Navires de 2001 à 10 000 tonneaux de jauge

brute = 30 000 F CFA  
d) Navires de plus de 10 000 tonneaux de jauge brute = 40 000 F CFA

Art. 3 : La redevance des visites de partance est payable :

- une fois tous les six (6) mois pour les navires d'une jauge brute supérieure ou égale à 250 Tx.
- une fois l'an pour les navires d'une jauge brute inférieure à 250 Tx.

Art. 4 : Le montant des redevances prévues à l'article 2 ci-dessus peut faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des conditions économiques.

Art 5 : Les redevances perçues sont versées auprès du régisseur de la Direction des Affaires Maritimes au profit de :

- 60 % pour le budget général ;
- 40 % pour la Direction des Affaires Maritimes.

Art. 6 : Le Directeur des Affaires Maritimes, le Directeur Général du Trésor et de la comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, 07 Mai 1996

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**E. K. DADZIE**

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
TRANSPORTS  
**Kodzo Mensah Joffre APPOH**

Arrêté Interministériel n°9/MCPT/MEF du 7 mai 1996 instituant une redevance pour la délivrance du Certificat de Jauge

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS ET  
LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Vu la Convention Internationale de 1969 sur le tonnage des navires ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
Vu l'ordonnance n°29 du 12 août 1971, portant Code de la Marine Marchande ;  
Vu le décret n°80-184/PR/MCT du 26 juin 1980, portant définition des attributions et organisation du Ministère



du Commerce et des Transports ;  
Vu le décret n°86-109 du 5 juin 1986, portant organisation et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;  
Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995, portant remaniement du Gouvernement ;

#### ARRETENT :

**Article premier :** Il est institué, une redevance pour la délivrance du Certificat de Jauge.

Le Certificat de Jauge est exigé de tout navire battant pavillon togolais conformément aux dispositions de la Convention Internationale sur le tonnage des navires.

Art. 2 : L'établissement du Certificat de Jauge par la Direction des Affaires Maritimes donne droit à la perception d'une redevance dont le montant est fixé comme suit :

Navires d'une longueur de 1 à 15 m = 25 000 F CFA  
Navires d'une longueur de 16 à 25 m = 40 000 F CFA  
Navires de plus de 25 m de long = 50 000 F CFA

Art. 3 : La Direction des Affaires Maritimes peut reprendre le calcul de Jauge ou homologuer le Certificat de Jauge, contre paiement de la redevance prévue à l'article 2 ci-dessus pour les navires munis de Certificat délivré par une administration maritime étrangère ou une société de classification.

Art. 4 : Les redevances pour la délivrance du Certificat de Jauge sont versées auprès du régisseur de la Direction des Affaires Maritimes au profit du trésor public.

Art. 5 : Le montant de la redevance prévue à l'article 2 ci-dessus peut faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des conditions économiques.

Art. 6 : Le Directeur des Affaires Maritimes, le Directeur Général du Trésor et de la comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Mai 1996

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**E. K. DADZIE**

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX  
ET DES TRANSPORTS  
**Kodzo Mensah Joffre APPOH**

Arrêté Interministériel n°10/MCPT/MEF du 7 mai 1996 instituant l'immatriculation obligatoire des pirogues motorisées en République Togolaise.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS ET  
LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
Vu l'ordonnance n°29 du 12 août 1971, portant Code de la Marine Marchande ;  
Vu le décret n°80-184/PR/MCT du 26 juin 1980, portant définition des attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Transports ;  
Vu le décret n°86-109 du 5 juin 1986, portant organisation et attributions du MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ;  
Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995, portant remaniement du Gouvernement ;

#### ARRETENT :

**Article premier :** Conformément aux dispositions du Code de la Marine Marchande, les pirogues motorisées navigant dans les eaux maritimes, fluviales et lagunaires togolaises doivent être obligatoirement immatriculées auprès des services de la Direction des Affaires Maritimes.

Art. 2 : Cette immatriculation est soumise à la perception d'une redevance dont le montant est égal à 15 000 F CFA.

Les redevances perçues sont versées auprès du régisseur de la Direction des Affaires Maritimes au profit du trésor public.

Art. 3 : Les pirogues motorisées s'inscrivent tous les ans auprès de la Direction des Affaires Maritimes contre paiement d'une somme de 8 000 F CFA.

Art. 4 : L'inobservation des dispositions du présent arrêté est sanctionnée par le paiement d'une amende de 50 000 F CFA.

En cas de récidive l'amende est portée au double.

Art. 5 : Le montant des redevances prévues aux articles 2, 3 et 4 ci-dessus, peut faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des conditions économiques.

Art. 6 : Le Directeur des Affaires Maritimes, le Directeur Général du Trésor et de la comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution



du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, 07 Mai 1996

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**E. K. DADZIE**

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX  
ET DES TRANSPORTS  
**Kodzo Mensah Joffre APPOH**

-----  
Arrêté interministériel n°11/MCPT/MEF du 7 mai 1996  
instituant une carte de circulation pour les navires de  
plaisance

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
TRANSPORTS ET  
LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET  
DES FINANCES

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
Vu l'ordonnance n°29 du 12 août 1971, portant Code  
de la Marine Marchande ;  
Vu le décret n°80-184/PR/MCT du 26 juin 1980, portant  
définition des attributions et organisation du Ministère  
du Commerce et des Transports ;  
Vu le décret n°86-109 du 5 juin 1986, portant organisa-  
tion et attributions du Ministère de l'Economie et des  
Finances ;  
Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995, por-  
tant remaniement du Gouvernement ;

#### ARRETENT :

**Article premier :** Il est institué une carte de circulation  
pour les navires de plaisance de moins de deux (2) Ton-  
neaux de jauge brute, navigants dans les eaux territo-  
riales togolaises.

Art. 2 : La carte de circulation est délivrée par la Direc-  
tion des Affaires Maritimes à l'issue d'une visite de sé-  
curité effectuée par ses services compétents.

Art. 3 : elle est valable pour un an renouvelable.

Art. 4 : La délivrance et le renouvellement de la carte  
de circulation sont subordonnées au paiement d'une  
redevance dont le montant est fixé à cinquante mille  
francs (50 000) FCFA, payable à la Direction des Affai-  
res Maritimes au profit du trésor public.

Art. 5 : Le montant de cette redevance peut faire l'objet  
d'une révision en fonction de l'évolution des conditions  
économiques.

Art. 6 : L'inobservation des dispositions du présent ar-  
rêté est sanctionnée conformément à l'article 123 du  
Code de la Marine Marchande.

Art. 7 : Le Directeur des Affaires Maritimes, le Direc-  
teur Général du Trésor et de la comptabilité Publique  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-  
tion du présent arrêté qui prend effet à compter de sa  
date de signature et sera publié au Journal Officiel de  
la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Mai 1996

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**E. K. DADZIE**

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
TRANSPORTS  
**Kodzo Mensah Joffre APPOH**

-----  
Arrêté Interministériel n°12/MCPT/MEF du 7 mai 1996  
fixant le taux et les modalités de perception d'une rede-  
vance par escale des navires au Port de Lomé et à l'ap-  
pontement de Kpémé.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
TRANSPORTS ET  
LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET  
DES FINANCES

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
Vu l'ordonnance n°29 du 12 août 1971, portant Code  
de la Marine Marchande ;  
Vu le décret n°80-184/PR/MCT du 26 juin 1980, portant  
définition des attributions et organisation du Ministère  
du Commerce et des Transports ;  
Vu le décret n°86-109 du 5 juin 1986, portant organisa-  
tion et attributions du Ministère de l'Economie et des  
Finances ;  
Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995, por-  
tant remaniement du Gouvernement ;

#### ARRETENT :

**Article premier :** Il est institué une redevance par es-  
cale des navires au Port Autonome de LOME et à l'ap-  
pontement de KPEME.

Art. 2 : Le montant de cette redevance est fixé comme  
suit :

- 1F CFA par tonneau de jauge brute et par escale pour les navires de commerce.  
 - 5 000 F CFA par escale pour les navires de pêche battant pavillon togolais, basés ou non à LOME.  
 - 10 000 F CFA par escale pour les navires de pêche étrangers.  
 Elle est payée, soit par le commandant du navire, soit par l'agence de consignation.

Art. 3 : Le montant de la redevance par escale des navires peut faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des conditions économiques.

Art 4 : La redevance par escale des navires est versées auprès du régisseur de la Direction des Affaires Maritimes au profit du Trésor Public.

Art. 5 : Le Directeur des Affaires Maritimes, le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Mai 1996

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE  
 ET DES FINANCES  
**E. K. DADZIE**

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
 TRANSPORTS  
**Kodzo Mensah Joffre APPOH**

Arrêté Interministériel n°13/MCPT/MEF du 7 mai 1996 instituant le Certificat National de Franc-Bord pour les navires battant pavillon togolais

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
 TRANSPORTS ET  
 LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET  
 DES FINANCES

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
 Vu l'ordonnance n°29 du 12 août 1971, portant Code de la Marine Marchande ; notamment son article 13 ;  
 Vu le décret n°80-184/PR/MCT du 26 juin 1980, portant définition des attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Transports ;  
 Vu le décret n°86-109 du 5 juin 1986, portant organisation et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;  
 Vu le décret n°95-079/PR du 29 novembre 1995, portant remaniement du Gouvernement ;

# ARRETEMENT :

**Article premier :** Il est institué, un Certificat National de Franc-Bord pour les navires battant pavillon togolais.

Le Certificat de Franc-Bord est exigé de tout navire battant pavillon togolais, en l'absence d'un Certificat International de Franc-Bord.

Art. 2 : L'établissement du Certificat de Franc-Bord par la Direction des Affaires Maritimes donne droit à la perception d'une redevance dont le montant est fixé comme suit :

Navires d'une longueur de 1 à 15 m = 25 000 F CFA  
 Navires d'une longueur de 16 à 25 m = 35 000 F CFA  
 Navires de plus de 25 m de long = 50 000 F CFA

Art. 3 : Le montant des redevances prévues à l'article 2 ci-dessus peut faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des conditions économiques.

Art. 4 : La redevance pour la délivrance du Certificat de Franc-Bord est versée auprès du régisseur de la Direction des Affaires Maritimes au profit du trésor public.

Art. 5 : L'inobservation des dispositions du présent arrêté est sanctionnée conformément à l'alinéa 2 de l'article 125 du Code de la Marine Marchande.

Art. 6 : La Direction des Affaires Maritimes peut reprendre le calcul de Franc-Bord ou homologuer l'ancien Certificat de Franc-Bord, contre paiement d'une redevance dont le montant est fixé à l'article 2 du présent arrêté pour les navires munis de certificat délivré par une administration étrangère ou une société de classification.

Art. 7 : Le Directeur des Affaires Maritimes, le Directeur Général du Trésor et de la comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Mai 1996

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE  
 ET DES FINANCES  
**E. K. DADZIE**

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES  
 TRANSPORTS  
**Kodzo Mensah Joffre APPOH**

Arrêté N° 14/MCPT du 8/5/96 - M. SOVI Adem Kodzo,

est nommé Chargé de mission du Ministre du Commerce, des Prix et des Transports.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

## MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Nomination

Arrêté n° 386/METFP du 6/5/96 - M. TCHEDRE Kondi Sambir, n° mle 039550-Q, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire de la capacité en droit (option : procédure civile, session de juin 1990) de l'Université du Bénin, est nommé dans le cadre du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat. B - ind 750) à compter du 06 juin 1995, date de prise de service et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 24 du budget général).

L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel l'avantage de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 427/METFP du 10-5-96 - M. ATCHADAM Tikpi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, de la licence ès-sciences juridiques, option : droit des affaires et de la maîtrise ès-sciences juridiques, option : droit des affaires, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) à compter du 1<sup>er</sup> mars 1995 et mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité (section 15, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 445/METFP du 14/5/96 - est rapporté en ce qui concerne M. DJOBO Tcha-Nilé, n° mle 039809-T, l'arrêté n° 553/METFP-AS du 31 mai 1995, portant nomination.

M. DJOBO Tcha-Nilé, n° mle 039809-T, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du 3<sup>e</sup> degré, du certificat de fin d'étude normales supérieures (CFENS) et du certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) session de 1986 (option : lettres) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général (CEG) de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A2 - indice 1100) à compter du 20 novembre 1989 et mis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

(section 27, chapitre 21 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 20.11.91 - prof. des CEG de 3<sup>e</sup> clas 2<sup>e</sup> éch
- 20.11.93 - prof. des CEG de 3<sup>e</sup> clas 3<sup>e</sup> éch
- 20.11.95 - prof. des CEG de 3<sup>e</sup> clas 4<sup>e</sup> éch (ind 1400).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Arrêté n° 446/METFP du 5-5-96 - Mlle OURO-BANG'NA Agboro, n° mle 035942-Y, agent permanent, 5<sup>e</sup> catégorie échelle D, titulaire du brevet d'étude du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 02 novembre 1989 au 02 novembre 1994, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 02 novembre 1994 et conserve son affectation actuelle (section 9, chapitre 28 du budget général).

L'intéressée dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

### Intégration

Arrêté n° 387/METFP du 6/5/96 - Est rapporté en ce qui concerne Mme SODJI Assaba Ayaba épouse GBADOE, l'arrêté n° 00981/METFP du 26 septembre 1995, portant avancement automatique d'échelons.

Mme SODJI Assaba Ayaba épouse GBADOE, n° mle 030481-K, sage-femme d'Etat de 1<sup>ère</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B - indice 1250) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire d'une attestation du diplôme d'Etat de technicien supérieur de la santé (option : administration, enseignement des soins infirmiers) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans à l'Ecole Nationale de Développement Sanitaire et Social (E.N.D.S.S.) de Dakar (SENEGAL) est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de technicienne supérieure de santé de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (catégorie A2 - indice 1300) à compter du 14 août 1995, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 15 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1993, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressée dans son

ancien corps.

L'intéressée est élevée au 4<sup>e</sup> échelon de son grade (indice 1400) à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

#### Titularisation

Arrêté n°397/METFP du 8/5/96 - M. LIMAZIE Komlan Limaz, n°mle 013987-M, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B - indice 750), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 21 décembre 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n°404/METFP du 8/5/96 - Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur grade à compter du 27 janvier 1996 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Administrateurs civils de 1<sup>er</sup> échelon (cat. A1 - indice 1300)

- ADADJI Koffi Efanam, n° mle 039709-P

- AHONDO Komla Théodore, n° mle 039713-T

Arrêté n° 405/METFP du 8/5/96- M. EDJEBA Essomanam, n°mle 039730-L, administrateur civil de 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1<sup>er</sup> février 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 406/METFP du 8/5/96 - Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 27 janvier 1996 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Administrateurs civils de 1<sup>er</sup> éch. (cat. A1 - ind. 1300)

MENSAH Koffi Vinyo, n°mle 039715-M

POTOPERE Tozi, n°mle 039716-W

Arrêté n°407/METFP du 8/5/96 - M. OGBONE Oniankitan, n°mle 039714-C, administrateur civil de 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à

compter du 1 février 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n°408/METFP du 8/5/96 - M. FENOU Kossi Enyonam Tsoekewo, n°mle 014258-U attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 21 décembre 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

#### Régularisation de situation administrative

Arrêté n°447/METFP du 15/5/96 - La situation administrative de MM. GBEDESSY-WINI Kodjo Toto, n° mle 034325-X et TOFIO Kossi, n° mle 034321-K, est régularisée comme suit :

#### Catégorie A2

GBEDESSY-WINI Kodjo Toto, n° mle 034325-X

- 03.09.1991 : attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (ind. 1400)

TOFIO Kossi, n° mle 034321-K

- 04.09.1992 : attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (ind. 1400)

#### Catégorie A1

GBEDESSY-WINI Kodjo Toto, n° mle 034325-X

- 09.08.1994 : Inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch. + A.C. : 2a 11m 6j

- 09.08.1994 : Inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> cl. 3<sup>e</sup> éch. + A.C. : 11m 6j

- 03.09.1995 : Inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> cl. 4<sup>e</sup> éch. + (ind. 1750) A.C. épuisé

TOFIO Kossi, n° mle 034321-K

- 09.08.1994 : Inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch. + A.C. : 1a 11m 5j

- 04.09.1994 : Inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> cl. 3<sup>e</sup> éch. + (ind. 1600) A.C. épuisé

#### Suspension de fonction

Arrêté n°430/METFP du 13/5/96 - M. DAKEY Kokou Biamsé, n°mle 020157-F, ingénieur de 1<sup>ère</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la Direction Générale du Développement Rural est suspendu de ses fonctions à compter du 04 mai 1993 pour abandon de poste.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception de ses droits à

pension.

#### **Retard à l'avancement**

Arrêté n°392/METFP du 7/5/96 - Un retard à l'avancement d'un (1) an huit(8) mois neuf(9) jours correspondant à la période d'absence irrégulière et conformément à la résolution du conseil de discipline du 06 février 1996 et aux dispositions de l'article 41-e de l'ordonnance n°1 du 4 janvier 1968 est infligé à M. TIFIRI Tchalla, n°mle 016928-S, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Ecole Primaire Publique de Kpanhissi (Préfecture de Bassar).

La date éventuelle du prochain avancement de grade de l'intéressé est fixée au 10 septembre 1996.

#### **Rappel à l'activité**

Arrêté n°393/METFP du 7/5/96 - M. TIFIRI Tchalla, n°mle 016928-S, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service à l'Ecole Primaire Publique de Kpanhissi (Préfecture de Bassar) suspendu de ses fonctions suivant arrêté n°1133/METFPAS du 06 novembre 1995 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

#### **Retraite**

Arrêté n°419/METFP du 9/5/96 - M. FIAMO Kossi Apéli, n°mle 005147-V, assistant médical de 1<sup>ère</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au CHU-Tokoin à Lomé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 20 septembre 1994 en application des dispositions de l'article 21 - II de la loi n°91-11 du 23 mai 1991.

#### **Reprise de service**

Arrêté n°391/METFP du 7/5/96 - Est constatée à compter du 11 décembre 1995, la reprise de service de Madame AZIABOU Essigan, épouse ADAGBA-MESSAN, n°mle 013127-Z, contrôleur du travail de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon précédemment en service à la Direction Générale du Travail et des Lois Sociales à Lomé, mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n°0390/METFP du 07 mai 1996.

L'intéressée est remise à la disposition du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique.

Arrêté n°403/METFP du 8/5/96 - Est constatée à compter du 04 décembre 1995 la reprise de service des agents ci-après désignés précédemment en service à la Direction de l'Education Physique et Sportive mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) suivant arrêté n°755/METFPAS du 12 juillet 1994.

MM. - DZOKPE Kouami Walagna, n° mle 032616-A, professeur adjoint d'éducation physique et sportive de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
- SOSSOU Adjanouvi, n° mle 032653-P, professeur adjoint d'éducation physique et sportive de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministre de la Jeunesse et des Sports.

Arrêté n°421/METFP du 9/5/96 - Est constatée à compter du 27 novembre 1995, la reprise de service des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles précédemment en service à la Direction Générale de la Planification de l'Education à Lomé, mis en position de stage de formation professionnelle au Centre Régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER) à Lomé suivant arrêté n° 0714/METFPAS du 12 juillet 1995.

MM. EKLOU Abotsi, n° mle 018405-F, contremaître des T.P. principal 2<sup>e</sup> éch.

- AMEGNIGAN Koffi Mawulolo, N° mle 016583-Z, agent de maîtrise-adjoint 2<sup>e</sup> échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

#### **Reprise de service**

Arrêté n°422/METFP du 9/5/96 - Est constatée à compter du 4 décembre 1995, la reprise de service de M. BAWA Aboudoulaye, n°mle 014763-D, adjoint technique d'agriculture de Classe Exceptionnelle précédemment en service à la Direction de la Protection des Végétaux à Lomé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 1290/METFP du 28 décembre 1994.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministre du Développement rural et de l'Hydraulique Villageoise

#### **Retour de stage**

Arrêté n°428/METFP du 13/5/96 - Est constaté à compter du 4 septembre 1995, le retour de stage de M.

KLUTSE Kokou Séna, n° mle 023170-L, maître d'éducation physique et sportive de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au Ministère de la Jeunesse et des Sports à Lomé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports d'Abidjan en Côte d'Ivoire suivant arrêté n°1249/METFP du 28 septembre 1992.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministre de la Jeunesse et des Sports.

#### Absence irrégulière

Arrêté n°429/METFP du 13/5/96 - Est constatée à compter du 18 septembre 1995, l'absence irrégulière de M. DIOGO Sanvi, n°mle 013592-S, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au CEG Anfoin (Préfecture des Lacs).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

#### Détachement

Arrêté n°488/METFP du 6-5-96 - Les agents ci-après désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, relevant du MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES sont placés sur leur demande dans la position de détachement pour servir auprès de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à Ouagadougou au Burkina-Faso.

MM. - ATSOU Edoh Yao, n°mle 020066-U, administrateur civil princ. 1<sup>er</sup> éch  
- GNARO Badawasso Tchanenzy, n°mle 031908-E, adteur civil princ 1<sup>er</sup> échelon.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de MM. ATSOU et GNARO ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge de ladite Union.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n°409/METFP du 8-5-96 -M. AMETSIPE Komi Zatu, n° mle 011104-J, ingénieur météo en chef 2<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile précédemment en service à la Direction de la Météorologie Nationale à Lomé est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne (ASECNA) pour compter du 1<sup>er</sup> février 1996.

Pendant la durée du détachement les émoluments de AMETSIPE seront à la charge de l'ASECNA et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du TOGO en application de l'article 62, alinéa 3 de la loi n°91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n°410/METFP du 8-5-96 - M. DJERI-ALASSANI Kouassivi Bougonou, n° mle 036096-A, administrateur civil 3<sup>e</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la Direction de l'Ecologie Générale et de la Réhabilitation du Milieu à Lomé est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) pour une durée de douze (12) mois, valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996 inclus.

Pendant la durée du détachement les émoluments de M. DJERI-ALASSANI ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge du PNAE.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté N° 411/METFP du 8-5-96 - M. DJADJA-AVONYO Kodjovi, n° mle 006147-D, technicien supérieur de santé de 1<sup>ère</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au CHU-Tokoin est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès de l'Assemblée Nationale Togolaise pour une durée de cinq (5) ans, valable du 16 mars 1994 au 15 mars 1999 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. DJADJA-AVONYO seront à la charge de ladite Assemblée et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-3<sup>e</sup> alinéa de la loi n°91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Arrêté n°412/METFP du 8-5-96 - Mme TCHIRO Barba Bola, n° mle 028399-R, technicienne supérieure de génie sanitaire de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre du per-



sonnel médical et technique de la santé publique, en service à la Division de l'Epidémiologie à Lomé est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour une durée de dix-huit (18) mois, valable du 12 février 1996 au 11 août 1997 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de Mme TCHIRO seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-3è alinéa de la loi n°91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n°413/METFP du 8-5-96 - M. AYIGAN Kossi Akla, n° mle 039740-W, médecin de 2è échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, relevant du Ministère de la Santé Publique est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour une durée d'un (1) an, valable du 01 juillet 1995 au 30 juin 1996 inclus.

Durant le détachement, les émoluments de M. AYIGAN seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application de l'article 62 alinéa 3è de la loi n°91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n°414/METFP du 8-5-96 - M. DIMBAN Léné, n° mle 034192-J, conseiller des Affaires Etrangères de 2è classe 2è échelon du cadre des fonctionnaires des Affaires Etrangères en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) à compter du 1er décembre 1995.

Durant la période du détachement les émoluments de DIMBAN ainsi que la contribution complémentaire de la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n°416/METFP du 9-5-96 - M. AKOUE-TE-AKUE Kpakpo Enjéné, n° mle 006130-L, administrateur civil principal 3è échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale placé dans la position de détachement auprès des Nations-Unies suivant arrêté n°220/METFP du 26 mars 1990 est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de cinq (5) ans, valable du 1er avril 1995 au 31 mars 2000 inclus.

Durant le détachement, les émoluments de M. AKOUE-TE-AKUE seront à la charge des Nations-Unies et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-3è alinéa de la loi n°91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n°417/METFP du 9-5-96 - M. AFANOU Yao, inspecteur central de 3è classe 3è échelon du cadre des fonctionnaires du trésor, placé dans la position de détachement suivant arrêté n° 0773/METFP du 16 septembre 1988, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période, de cinq (5) ans, valable du 1er octobre 1993 au 30 septembre 1998 inclus pour servir auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis-Abéba (Ethiopie).

Durant la période de détachement les émoluments de M. AFANOU ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo, seront à la charge de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

#### Stage

Arrêté n°390/METFP du 7-5-96 - Mme AZIABU Essigan, épouse ADAGBA-MESSAN, n°mle 013127-Z, contrôleur du travail de 2è classe 4è échelon en service à la Direction Générale du Travail et des Lois Sociales est mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé pour une période allant du 23 septembre 1991 au 10 décembre 1995 inclus.

Arrêté n°423/METFP du 9-5-96 - M. NOFODZI T. Kossi, n° mle 032847-H, instituteur adjoint de 2è classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé pour une durée de trois (3) ans, valable du 10 janvier 1994 au 09 janvier 1997 inclus.



Arrêté n°424/METFP du 9-5-96 - Les agents ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, relevant du Ministère de la Santé Publique, sont mis en position de stage de formation professionnelle au centre de formation de l'OMS à Lomé pour une durée de onze (11) mois, valable du 15 janvier au 15 décembre 1996 inclus.

MM. ADADE Kagni, n°mle 031984-J, assistant médical de 1ère classe 2è échelon en service à la polyclinique de Kara

AFELI Abra, épse. FUMEY, n°mle 035692-N, assistante médicale de 2è cl. 4è éch. en service à la polyclinique de Sokodé

BADAKA Kozou, n°mle 020217-B, infirmier d'Etat ppal 3è éch. en service à la polyclinique de kara

ESSIOMLE K. Etékpo, n°mle 013294-Q, assistant médical ppal 1er éch. en service à PDS-Haho

KPATCHA K. Didjonadama, n°mle 020270-Y, infirmier d'Etat ppal 3è éch. en service au CNS Pya

LAWSON-DRACKEY G. Laté, n°mle 006904-J, assistant médical de 1ère cl. 2è éch. en service au Centre de santé de Lomé

TEBENI Komlan, n°mle 026456-S, assistant médical de 1ère cl. 3è éch. en service à l'hôpital secondaire de Bè Lomé

TEKO-AGBO Folly, n°mle 033281-T, assistant médical de 1ère cl. 2è éch. en service au Centre de Santé de Kodjoviakopé

SALIFOU Alidou, n°mle 020293-P, assistant d'hygiène ppal 3è éch. en service à la DRSP-Région Centrale-Sokodé.

Arrêté N° 425/METFP du 9 - 5 - 96 - Les agents ci-après désignés relevant des Ministères suivants sont mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé pour une période de trois (3) ans valable du 02 novembre 1994 au 01 novembre 1997 inclus.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Mlle DAMALI Adjoavi, n° mle 035768-S, comptable mécanographe de 1ère classe 1er échelon

MM. -ASSIGBI Mensah, n° mle 034675-M, agent d'assiette de 1ère cl. 2è éc.

- LAWSON Latey Etrou, n°mle 035765-X, comptable mécanographe de 2è classe 4è échelon

- ABOTSI Yaovi Dodzi, n° mle 026350-Q, agent technique de statistique de 2è classe 3è échelon

- LAO Ayao, n° mle 035772-E, comptable mécanographe de 1ère cl. 1er éch.

- ADOM Kézié, n° mle 027476-W, instituteur adjoint de 2è cl. 3è éch.

- PAKU Kodzo Sedzodzi Messan, n° mle 035747-V, comptable mécanographe de 1ère classe 1er échelon

- ZINSOU Kouassi, n° mle 035877-F comptable mécanographe 1ère cl. 1er échelon

Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

Mme DJONDO Ayaba, épouse DOGBE, n°mle 029677-F, institutrice adjointe de 2è classe 2è échelon.

Arrêté N° 426/METFP du 9 - 5 - 96 - Les agents ci-après désignés relevant des différents Ministères, sont mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé pour une durée de trois (3) ans, valable du 02 novembre 1994 au 1er novembre 1997 inclus.

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Mmes ABIDONOU Afi Efoyé, épse. EVENYA, n°mle 035337-B, adjoint administratif de 2è cl. 2è échelon

ADJINI Abra Mansah Amétowoyona, épse BOUAKA, n°mle 034628-W, sténo-dactylographe correspondancière de 1ère classe 2è échelon

#### MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- Mme. GADEGBE KU Edo Ayaovi, épse. AMABLEY, N°mle 023237-X, adjoint administratif ppale 2è échelon

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

MM. FANTODJI-DODO Kossi Amélomé, n°mle 034053-F, inst.adjt. de 3è cl. 4è échelon

FANTESSI KoKouvi, n°mle 029523-D, inst.adjt. de 2è cl. 3è éch.

ATTIOGBE Missandji Amè, n°mle 026105-T, inst.adjt. de 2è cl. 2è éche.

AKPO Yaovi, n°mle 018393-B, inst.adjt. de 1ère cl. 2è éch.

LAWSON Adjri Laté Homéfa, n°mle 033067-M, inst.adjt. de 2è cl. 2è éch.

ALOKPA-ATIEZO Lolonyo, n°mle 030931-M, inst.adjt. de 2è cl. 2è éch.

AZIANOU Kodjo Agbélenko, n°mle 033121-K, inst.adjt. de 3è cl. 4è éch.

NYALEDOME Komi Nukunu, n°mle 032938-L, inst.adjt. de 2è cl. 2è éche.

MEWORKPO Amévi, n°mle 031451-V, inst.adjt. de 2è cl. 1er éch.

AFODJOBLO Sézinimini, n°mle 021338-U, inst.adjt. de

2è cl. 3è éch.

EKLOU Agboyi Koffi, n°mle 033153-B, inst.adj. de 2è cl. 2è éch.

KAOU Gnansé, n°mle 033134-Y, inst.adj. de 3è cl. 4è éch.  
ABOUKI Koèga Pinouwè, n°mle 032910-G, inst.adj. de 2è cl. 2è éch.

AMOUZOU Essénamé Afandémon, n°mle 031547-V, inst.adj. de 2è cl. 1er éch.

BAKOUAYA Kodzo D. Sena, n°mle 027240-A, inst.adj. de 2è cl. 3è éch.

ADIMADO Séna, n°mle 033028-N, inst.adj. de 2è cl. 2è éch.

MENSAH Mawulé, n°mle 026219-V, inst.adj. de 2è cl. 2è éch.

AYENA Fédjigbé Komi, n°mle 031906-L, inst.adj. de 2è cl. 2è éch.

#### **Fin de Détachement**

Arrêté n°415/METFP du 9/5/96 - Il est mis fin pour compter du 30 avril 1996, au détachement de M. ADANTO Séwona, n° mle 006128-S, assistant médical principal 2è échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique auprès de CARE TOGO.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministre de la santé publique.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

#### **Disponibilité**

Arrêté n°0437/METFP du 13-5-96 - M. TCHINOU Akouté, n°mle 020503-R, adjoint technique d'agriculture ppal 3è échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la Direction Générale de la Société Togolaise du Coton à Atakpamé est placée sur la demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée de trois (3) ans valable du 1er décembre 1995 au 30 novembre 1998 inclus en application des dispositions de l'article 96 de l'ordonnance n°1 du 04 janvier 1968.

#### **Révocation**

Arrêté n°420/METFP du 9/5/96 - Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n°1650/METFP du 7 novembre 1985 sont modifiées comme suit :

M. BANSAN M. Kodjo, n° mle 004457- J, inspecteur principal de 3è échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Atakpamé est révoqué de ses fonctions avec suspension de droits à pension à compter du 1er mars 1985 pour faute grave de service.

Rectificatif du 7-5-96 à l'article 1er de l'arrêté n°01407/METFP du 27 novembre 1995, portant nomination.

#### **AU LIEU DE :**

Les candidats ci-après désignés, sont nommés dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale dans les conditions suivantes et mis à la disposition du Ministre de l'Equipeement (section 41 chapitre 20 du budget général).

Secrétaire d'administration 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B - indice 850)

- BATTAH Koffi Mégnissé Roger

#### **LIRE :**

Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale dans les conditions suivantes et mis à la disposition du Ministre de l'Equipeement (section 41 chapitre 20 du budget général).

Secrétaire d'administration 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie B - indice 850)

- BATTAH Koffi Mégnissé

Le reste sans changement

Rectificatif du 15-5-96 l'arrêté n°805/METFP du 10 décembre 1993 portant admission à la retraite.

- Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents Ministères sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1994 pour limite d'âge.

#### **MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT**

#### **Au lieu de :**

- FADJARA Mawanou Baba, n° mle 035913-B, inspecteur des douanes ppal 3è échelon

#### **Lire :**

- FADJARA Nawanou Baba, n° mle 035913-B, inspecteur des douanes de C.E.

Le reste sans changement

#### **Suspension de fonctions**

Arrêté n°394/METFP du 7/5/96 - Est et demeure rapporté l'arrêté 0771/METFPAS du 18 juillet 1995 portant suspension de fonctions de M. AMEDOME Komi, n° mle 022617-B, instituteur-adjoint de 2è classe 2è échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'Ecole Primaire Publique de Djemegni (Préfecture du HAHO).

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Arrêté n°074/MSP du 2/5/96 portant additif à l'arrêté n° 112/95/MSP - SN du 27 Octobre 1995 portant nomination du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Régional d'Atakpamé.

Sont nommées membres du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Régional d'Atakpamé, les personnes dont les noms suivent :

**1 - MEMBRES AVEC VOIX DELIBERANTE**

Le Directeur Régional du Plan de la Région des Plateaux.

Arrêté Interministériel n°075/96/MSP/MEF du 3 mai 1996  
Portant approbation du budget autonome du Centre Hospitalier Universitaire de Lomé-Tokoin Gestion 1996

**LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE & LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE & DES FINANCES**

Vu la loi n° 60-25 du 02 août 1960, portant organisation des établissements hospitaliers de la République Togolaise ;  
Vu la loi n° 96-005/PR du 08 mars 1996, portant loi de finances pour la gestion 1996 ;  
Vu le décret n°71-184 du 12 octobre 1971, portant transformation du Centre National Hospitalier en Centre Hospitalier et Universitaire de Lomé ;  
Vu le décret n°89-121/PR du 1er août 1989, portant règlement sur la comptabilité publique ;  
Vu le décret n°90-191/PR du 26 décembre 1990 relatif à l'organisation des établissements hospitaliers de la République Togolaise ;  
Vu la délibération n°01/CA/CHU-T en date du 17 Avril 1996 du Conseil d'Administration ;

**ARRESENT :**

**Article premier :** Le Budget autonome du Centre Hospitalier Universitaire de Lomé-Tokoin (Gestion 1996) est approuvé en recettes et en dépenses à la somme de DEUX MILLIARDS TROIS CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE HUIT MILLE SOIXANTE QUINZE (2.377.768.075) francs CFA.

Art. 2 : Le Président du Conseil d'administration, le Directeur du CHU de Lomé-Tokoin et les Chefs des services techniques du Ministère de l'Economie et des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 3 Mai 1996

**LE MINISTRE D'ETAT,  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
E.K. DADZIE**

**LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE  
Jean-Pierre AMEDON**

Arrêté Interministériel n°76/MSP/MCPT du 3 Mai 1996  
- portant réglementation de l'importation, de la production, du conditionnement, de la distribution et de l'utilisation du sel destiné à l'alimentation humaine et animale en République Togolaise.

- LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE  
- LE MINISTRE DU COMMERCE DES PRIX ET DES TRANSPORTS  
- LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SOCIETES D'ETAT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA ZONE FRANCHE  
- LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE  
- LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'article 77 de la Constitution de la IV<sup>ème</sup> République promulguée le 14 Octobre 1992;  
Vu le décret n°95/79/PR du 29 novembre 1995 portant remaniement du Gouvernement du Togo;  
Vu l'engagement pris par les Chefs d'Etat au Sommet Mondial de l'Enfance tenu à New York (USA) en septembre 1990, pour l'élimination des troubles dus à une carence en iode avant la fin de cette décennie;  
Vu le Plan d'Action Mondial sur la Nutrition adopté à Rome à la Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN) en décembre 1992 ;  
Vu les conclusions du document ICAAC/OAU (Consensus de Dakar) de novembre 1992, portant engagement des Etats membres de l'OUA à assister les Enfants Africains ;  
Vu la résolution A/RES 5/8/94 adoptée par les Chefs d'Etat de la CEDEAO à ABUJA (Nigeria) lors de la 17<sup>ème</sup> session de leur Sommet portant sur l'iodation obligatoire du sel dans les Etats membres de la CEDEAO ;  
Vu l'approbation du Plan National d'Action pour l'Alimentation et la Nutrition (PNAN) le 12 octobre 1995.

**ARRESENT :**

Chapitre 1er : Objet et Domaine d'Application

**Article premier :** Le présent arrêté a pour objet de réglementer les conditions d'importation, de production, de commercialisation et d'utilisation du sel de toutes origines et de toutes provenances, destiné à la con-

sommation humaine et animale en République Togolaise.

Art. 2 : Tout sel destiné à l'alimentation humaine et animale doit être iodé afin de prévenir les troubles dus à une carence en iode chez les consommateurs.

Art. 3 : On entend par sel iodé, tout sel enrichi en iode par l'iodate de potassium et conforme aux conditions d'hygiène et de qualité, définies par les normes nationales, ou à défaut celles recommandées par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et l'ICCIDD (Conseil International de lutte contre les troubles dus à une carence en iode) et admises par une instance compétente nationale.

Art. 4 : Aux termes du présent arrêté, l'Importation et la Commercialisation en République du Togo du sel alimentaire non iodé sont interdites.

#### Chapitre II - Contrôle et Vente

Art. 5 : Tout sel iodé produit ou importé doit être accompagné d'un certificat de qualité indiquant la teneur en iode en parties par million (PPM) de sel telle que indiquée ci-après.

A la production : 80 - 100 ppm

Aux frontières : 50 - 80 ppm

Points de vente : 30 - 50 ppm

Le composé iodé doit être obligatoirement de l'iodate de potassium (KIO<sub>3</sub>)

Art. 6 : Le contrôle de la qualité du sel iodé est assuré tout au long de la chaîne de distribution par des agents assermentés des services publics compétents. Le Certificat de conformité ne peut être délivré qu'après avis du Ministère de la Santé Publique.

Un Comité Technique National de lutte contre les TDCI composé des Experts des Ministères impliqués, du bureau des normes et des personnes ressources, arbitrer les cas litigieux lors du contrôle sur le terrain.

Art. 7 : La méthode de contrôle employée pour détecter sur les marchés la présence d'iode et estimer sa teneur dans le sel est celle des tests qualitatifs. Quand pour l'expertise, seuls les méthodes quantitatives admises par l'OMS et l'ICCIDD sont retenues.

Art. 8 : Tout laboratoire effectuant des analyses portant sur le dosage de l'iode dans le sel doit être agréé par le Ministère de la Santé Publique.

Art. 9 : Outre la détermination de la teneur en iode, le contrôle de la qualité du sel iodé doit viser à déterminer l'humidité, les teneurs en chlorure de sodium, sulfates, magnésium, calcium et les impuretés.

Art. 10 : La gestion du contrôle de l'iodation du sel revient à la Structure Technique Nationale de lutte contre les TDCI. Cette dernière tiendra compte des résultats des évaluations de toutes les interventions, avant de faire toute modification de politique au Gouvernement en la matière.

#### Chapitre III : Emballage, Etiquetage et Stockage

Art. 11 : Le sel importé ou produit doit être conditionné sous un emballage garni d'une couche de polyéthylène satisfaisant aux normes d'hygiène homologuées ou aux dispositions réglementaires en vigueur en matière d'emballage et d'étiquetage des produits à usage alimentaire.

Art. 12 : L'emballage du sel importé ou produit doit porter les indications suivantes :

- Dénomination du produit (sel iodé ou sel de cuisine iodé)

- Teneur en iode

- Vecteur d'iode

- Poids net

- Date de fabrication et numéro du lot

- Mode de stockage

- Raison sociale et adresse du fabricant.

Art. 13 : L'entreposage et le stockage du sel iodé doivent se faire dans son emballage d'origine dans un endroit sec à l'abri des rayons lumineux et de toute contamination.

#### Chapitre IV : Infractions et Sanctions

Art. 14 : Les infractions ou tentatives d'infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal conformément aux conditions d'exercices des activités commerciales en République Togolaise.

Art. 15 : Les infractions ou tentatives d'infractions seront punies des peines prévues en cas de violation des dispositions réglementaires du commerce en République Togolaise.

#### Chapitre V : Dispositions Transitoires et Diverses

Art. 16 : Un délai de 6 mois est donné aux opérateurs économiques afin de liquider les stocks de sel non iodé actuellement disponibles sur les marchés. Passé ce

délai la mise en consommation du sel alimentaire non iodé est interdite en République Togolaise.

Art. 17 : Les Directeurs du Commerce extérieur et intérieur, le Directeur Général des Douanes, le Directeur Général de la Santé Publique, le Directeur Général du Développement Rural, le Directeur du Contrôle de la Qualité et des Normes, les ONG impliquées dans le programme << MICRONUTRIMENTS >> sont chacun, en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent arrêté qui prend effet à partir de la date de sa signature

Lomé, le 3 Mai 1996

Le Ministre du Commerce, des Prix et des Transports,  
**Kodjo Mensah Joffre APPOH**

Le Ministre de la Santé Publique,  
**Etse Jean-Pierre AMEDON**

Le Ministre de l'Industrie, des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche,  
**Payadowa BOUKPESSI**

Le Ministre du Développement Rural et de l'Hydraulique Villageoise,  
**Yao DO FELLI**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances  
**Elom K. DADZIE**

Arrêté n°078/96/MSP du 14 Mai 1996 - Portant création du Comité National de Coordination du Programme Micronutriments (CNCMP)

#### LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Vu la constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n°90-158/PR du 02 octobre 1990, portant organisation et attributions du Ministère de la Santé Publique ;

Vu le décret n°95/079/PR du 29 novembre 1995, portant remaniement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel n°076 du 03 mai 1996, portant réglementation de l'importation, de la production, du conditionnement, de la distribution et de l'utilisation du sel destiné à l'alimentation humaine et animale au Togo ;

#### ARRETE :

**Article premier :** Il est créé un Comité National de Coordination du Programme Micronutriments (CNCMP), placé sous la tutelle du Ministre de la Santé Publique.

Art. 2 : Le Comité a pour rôle de planifier, de coordonner

et d'évaluer les activités du programme intégré de lutte contre toutes les carences spécifiques, particulièrement celles concernant le Fer, l'Iode et la Vitamine A.

Art. 3 : Le Comité est composé comme suit

- 1 - Le Directeur Général de la Santé Publique ;
- 2 - Le Directeur Général des Douanes
- 3 - Le Directeur du Commerce Intérieur et des Prix
- 4 - Le Directeur du Commerce Intérieur ;
- 5 - Le Directeur du Contrôle de la Qualité et des Normes ;
- 6 - 1 Représentant du Ministère de la Communication ;
- 7 - 1 Représentant du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS)
- 8 - 1 Représentant de l'Institut de Nutrition et de Technologie Alimentaire (INTA) ;
- 9 - 1 Représentant du Centre Régional de Recherche en Alimentation et Nutrition (CRAN) de l'OCCGE,
- 10 - 1 Représentant des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;
- 11 - Le Directeur Exécutif de la Fédération des ONG du Togo FONGTO
- 12 - 1 Représentant de la Direction de la Santé Familiale (DSF)
- 13 - 1 Représentant du Service National de l'Education pour la Santé (SNES) ;
- 14 - 1 Représentant de la Chambre du Commerce ;
- 15 - 1 Représentant de l'Université du Bénin (UB) ;
- 16 - 1 Représentant de la Direction des Affaires Sociales.

Le Comité peut s'adjoindre toute personne ressource dont la compétence est requise pour atteindre les objectifs du programme.

Art. 4 : Le Comité National de Coordination du Programme est présidé par le Directeur Général de la Santé Publique ;

Art. 5 : Le Secrétariat Permanent du Comité est assuré par un Coordonnateur nommé par arrêté du Ministre de la Santé Publique ;

Art. 6 : Les activités relatives à chaque Micronutriment peuvent être exécutées par toutes structures privées ou publiques, telles que définies dans le Plan National d'Action pour la Nutrition, mais toujours en rapport avec le Comité de Coordination.

Art. 7 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera diffusé et publié partout où besoin sera.

Lomé le 14 Mai 1996  
**Jean-Pierre AMEDON**

Arrêté n°79/MSP du 14/5/96 - M. DOH Ananivi, Professeur de Biochimie-Nutrition à l'Université du Bénin est nommé Coordonnateur National du Programme Micronutriments.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Lomé le 14 Mai 1996  
Jean-Pierre AMEDON

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n°41/MENRS du 3/5/96 - Le recrutement en première année de l'école Supérieur des Techniques Biologiques et Alimentaires (ESTBA) de l'Université du Bénin se fait par voie de concours.

L'Ecole comporte trois options à partir de la première année :

- Analyses Médicales et Biologies
- Industries Alimentaires
- Gestion de l'Eau et de l'Environnement

Les études durent trois ans et sont sanctionnées par le Diplôme d'Ingénieur des Travaux avec option.

Sont abrogées toutes les dispositions réglementaires antérieures contraires, notamment celles de l'arrêté n°0015/UB/R/90 du 22 août 1990.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 42/MENRS du 6-5-96 - M. MOUSSA Allassane Senghor, N°mle 018245-X, Administrateur des Archives de 1ère classe 3ème échelon, est nommé Directeur de la Bibliothèque et des Archives Nationales par intérim, en remplacement de M. MAMAH Zakari, admis à la retraite par arrêté N°1272/METFPAS du 23 décembre 1994.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 05 janvier 1995.

Arrêté n° 45/MENRS du 10/5/96 - Le personnel enseignant ci-après désigné en service dans les bureaux administratifs relevant de l'Enseignement du Premier Degré de la République Togolaise est classé pour les années 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994 ainsi qu'il suit :

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE  
Ecoles de 3 à 4 classes

Après : 011986-L SIMBOOU Babozou, Instituteur  
Ajouter : 003590-Y BAO M. Dimiline épouse BILERI, IA, responsable du courrier arrivée et chargée du traitement des dossiers

030016-J GLEY Kossiwoa S. épouse ADOTEVI, I, responsable du courrier-départ et chargée de l'exploitation des dossiers

010780-N SEKAGNON Amavi épouse AMEDZRO, IA, responsable du courrier-départ et de la transmission des correspondances.

013743-h ABOFLAN Kwami, IA, responsable des archives

019405-P SODJI Koffiwa épouse ADODJISSIH-BENISSAN, IA, responsable du courrier-arrivée et départ.

021208-J GANGAN Kokou Agbédidi, IA, responsable de la coordination du courrier arrivée et départ

Ecoles de 5 classes et plus

013629-F AKOGO Kokou, IA, chef de la section des oeuvres scolaires.

La dépense sera imputée au budget général, exercices 1991, 1992, 1993, 1994, section 27-20-0000-18.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1992, 1993, 1994 pour

SODJI Koffiwa épouse ADODJISSIH-BENISSAN  
ABOFLAN Kwami

GLEY Kossiwoa

SEKAGNON Amavi, épouse AMEDZRO

AKOGO Kokou

GANGAN Kokou

du 1er janvier 1991, 1992, 1993 au 31 août 1994 en ce qui concerne BAO M. Dimiline épouse BILERI

Le reste sans changement.

#### DIVERS

#### CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

#### Concession Pension de retraite de veuves et d'orphelins

Décision n°432/CRT/DP du 2-5-96 - Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80%) au montant annuel de CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565.884) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NANDJA Awandé Tafosse, Maréchal des logis 7ème échelon, n°Mle 1003 du corps du



personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mai 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à NANDJA Awandé Tafosse pour compter du 1er mai 1996, une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4ème rang) ci-après désignés :

Gbati,	né	le 10 juillet	1973
Awandé Damba,	née	le 11 novembre	1974
Téné,	née	le 02 juin	1975
Nadjombé Napo,	né	le 12 juillet	1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT TROIS (84.883) FRANCS pour compter du 1er mai 1996.

M. NANDJA Awandé Tafosse pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5ème au 7ème rang) ci-après désignés :

Gbandi,	né	le 19 août	1979
Lantame,	né	le 08 décembre	1982
Kissao,	né	le 17 avril	1984.

Décision n° 433/CRT/DP du 2-5-96 - Une pension unique (indice 420, pourcentage 65 %) d'un montant de QUATRE CENT CINQUANTE QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE HUIT (454.368) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à :

Mme Veuve AGOH Mèba née KAMAN

épouse de feu AGOH Nossilaki Piabalo, soldat de 1ère classe 5è échelon, n°Mle 65-03-0480 du corps du personnel des forces Armées Togolaises décédé en retraite le 04 décembre 1994.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins pour compter du 1er janvier 1995 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Médinêwê,	née	le 17 mai	1975
-----------	-----	-----------	------

N'dékéso,	né	le 25 octobre	1976
Tchilalo,	née	le 25 octobre	1977
Essozimna,	née	le 24 mai	1979
Abalutu,	né	le 03 mars	1980
Piniwè,	née	le 06 novembre	1982.

Le montant de la pension temporaire d'orphelins allouée ci-dessus est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24.000) francs pour compter du 1er janvier 1995 en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe I alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I alinéa 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve AGOH Mèba née KAMAN, Administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 434/CRT/DP du 2/5/96 - Une pension civile proportionnelle (indice 2050, pourcentage 57,5 %) au montant annuel de NEUF CENT QUATRE VINGT MILLE NEUF CENT QUARANTE (980.940) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mr. SATCHIVI Datti Kuévi Mawulékumi, Inspecteur Central du Trésor de 2è classe 1er échelon du corps du personnel du Trésor, admis à la retraite.

- La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1994.

- M. SATCHIVI Datti Kuévi Mawulékumi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2ème au 6ème rang) ci-après désignés :

Ayéle Micheline,	née	le 04 avril	1973
Ayi Mawulolo,	né	le 13 avril	1975
Ayité Mawuko,	né	le 29 mai	1978
Kanlé Mawunyê,	née	le 17 mai	1981
Adakou Mawuéna,	née	le 13 juin	1982
Akuété Mawuégnigan,	né	le 24 juillet	1985.

Les retenues restant dues par l'intéressé au titre de ses services extérieurs et de la période de grève seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 437/CRT/DP du 6-5-96 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1.092.240) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BLAGOGEE Heponou Ayawovi Delanam, Secré-



taire d'Administration de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Administration Générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1995

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BLAGOGEE Heponou Ayawovi Delanam pour compter du 1er avril 1995 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5è rang) ci-après désignés :

Afi Kekeli,	née	le 27 mars	1970
Adjo Afefa,	née	le 02 octobre	1972
Adjo Senyo,	née	le 24 février	1975
Ayaovi Dodji,	né	le 15 juillet	1976
Aku,	née	le 17 février	1978

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT DIX HUIT MILLE QUATRE CENT QUARANTE HUIT (218.448) francs pour compter du 1er avril 1995.

M. BLAGOGEE Heponou Ayawovi Delanam pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6è au 7è rang) ci-après désignés :

Ameyo Edem,	née le 14 novembre 1981
Koku Emefa Holali,	né le 27 juillet 1988

Les retenues restant dues par M. BLAGOGEE Heponou Ayawovi Delanam seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 438/CRT du 6 - 5 - 96 - Est et demeure rapportée la décision n° 144/95/CRT/DP du 21 février 1995 portant concession d'une pension de retraite à Mr LEGUEDE Yawo Missiagbéto Améwonovi, Instituteur Adjoint de 2è classe 1er échelon.

Une pension civile d'ancienneté (indice 750, pourcentage 75 %) au montant annuel de QUATRE CENT SOIXANTE HUIT MILLE CENT HUIT (468.108) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LEGUEDE Yawo Missiagbéto Améwonovi du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LEGUEDE Yawo Missiagbéto Améwonovi pour compter du 1er novembre 1991 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6ème rang) ci-après désignés :

Akossiwa,	née	le 27 février	1955
Kokou M. Djidjogbé,	né	le 22 novembre	1961
Akoua Apéfa,	née	le 04 décembre	1963
Komivi Apeleté,	né	le 18 septembre	1965
Ayémani G. Mawuko,	née	le 09 décembre	1965
Mawunya Kayi,	née	le 22 juin	1966

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DIX SEPT MILLE VINGT SEPT (117.027) FRANCS pour compter du 1er novembre 1991.

M. LEGUEDE Yawo Missiagbéto Améwonovi pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8ème au 12ème rang) ci-après désignés :

Akouavi Kafoui,	née	le 03 novembre	1971
Amivi Manavi,	née	le 22 avril	1972
Komlanvi Djifa,	né	le 28 octobre	1975
Ayawavi Senamé,	née	le 31 mai	1979
Adjovi Akpédjé,	née	le 09 avril	1984

Les retenues restant dues par M. LEGUEDE Yawo Missiagbéto Améwonovi au titre de la validation de ses services extérieurs et auxiliaires ainsi que les sommes perçues au titre de la décision n° 144/95/CRT/DP du 21 février 1995 seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision N° 439/CRT/DP du 6 - 5 - 96 - Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve YERIMA Zaratou (née IDRISOU) épouse de feu YERIMA Asma, Infirmière de 1ère classe 3è échelon, (indice 850, pourcentage 80 %) du corps du personnel de la Santé Publique, décédé en retraite le 05 août 1989, une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE DEUX (282.942) francs pour compter du 11 novembre 1993.

Il est également alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une pension temporaire d'orphelins pour compter du 1er janvier 1993 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Anna,	née	le 31 janvier	1974
Aïcha,	née	le 02 août	1976
Souraiya Médékizzi,	née	le 14 novembre	1976
Gabre Biva,	né	le 11 mars	1978.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à CINQUANTE SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT HUIT (56.588) francs pour compter du 1er janvier 1993.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle YERIMA Déhinatou tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 441/CRT/DP du 9/5/96 - Une pension unique (indice 1050, pourcentage 77,5 %) d'un montant de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DOUZE (1.354.392) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à :

Mme Veuve DAVON Yawa née TOGAN épouse de feu DAVON Koffi, Adjudant 3<sup>e</sup> échelon n° Mle 13615 du corps du personnel des forces Armées Togolaises décédé en retraite le 05 février 1990.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse pour compter du 02 février 1994 une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE SEPT MILLE SEPT CENT VINGT (67.720) francs à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Ya Adzowa Mana,	née	le 16 juin	1975
Koku,	né	le 06 septembre	1978
Kossiwa,	née	le 13 janvier	1980.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. GOGNON Alavi Kloutsè, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les avances perçues par la veuve au titre de la pension viagère seront déduites des arrérages de la présente décision.

Décision n° 442/CRT/DP du 9/5/96 - Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve DOUASSIMEY Ama née ABO, épouse de feu DOUASSIMEY Komi, Capitaine 4<sup>e</sup> échelon, du corps du personnel des forces Armées Togolaises, décédé en retraite le 13 août 1995, une pension de veuve (indice 2050, pourcentage 77,5 %) au montant annuel de SIX CENT SOIXANTE UN MILLE SOIXANTE HUIT (661.068) FRANCS pour compter du 1er septembre 1995.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT TRENTE DEUX MILLE DEUX CENT QUATORZE (132.214) FRANCS pour compter du 1er septembre 1995 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Amavi,	née	le 06 décembre	1975
Yawo-Mawuèna,	né	en	1977
Adjo-Akpémé,	née	en	1978.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. DOUASSIMEY Komlan, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 444/CRT/DP du 9/5/96 - Une pension unique (indice 1200, pourcentage 77,5 %) d'un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT SIX MILLE NEUF CENT SOIXANTE QUATRE (386.964) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées:

Mme veuve REDAH Lorié née KOINZI

" " REDAH Yédida née BAMELA

" " REDAH Améyo née TETERA

épouses de feu REDAH N'Ba Koudema, Adjudant-chef 3<sup>e</sup> échelon n° Mle 18325 du corps du personnel des forces Armées Togolaises (en retraite) décédé en retraite le 15 juin 1992.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo pour compter du 20 mai 1993, une pension de veuve au montant annuel de QUATRE VINGT SEIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE QUATRE (96.744)

Franco à Mme veuve REDAH Lada née ATTAMA.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de SOIXANTE DIX SEPT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT TREIZE (77.393) FRANCS à chacun des enfants mineurs ci-après désignés pour compter du 20 mai 1993:

Degbamba,	née	le 09 avril	1973
Mantoaba,	née	le 26 janvier	1975
Madjamba,	née	le 27 juin	1976
Bawana,	né	le 20 octobre	1976
Kouwama,	né	le 17 juin	1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. REDAH Gnalemba, chargé de leur tutelle.

Décision n° 445/CRT du 9/5/96 - Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve VOEDZO Kanlé Adjoavi née COLLEY  
" " VOEDZO Ayaba née ADABRA ANANI  
épousés de feu VOEDZO Messa Komi, Adjudant-chef 3ème échelon (indice 1200, pourcentage 78,75 %) n° Mle 24946 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en retraite le 27 août 1994, une pension de veuve au montant annuel de CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE SIX CENT HUIT (196.608) FRANCS.

La date de l'entrée en jouissance de la pension prévue à l'article ci-dessus est fixée au :

- 1er septembre 1994 pour Mme veuve VOEDZO Ayaba née ADABRA ANANI
- 10 février 1996 pour Mme veuve VOEDZO Kanlé Adjoavi née COLLEY.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE DIX HUIT MILLE SIX CENT TRENTE SIX (78.636) FRANCS pour compter du 1er septembre 1994 à chacun des orphelins ci-après désignés dans la limite de cinq enfants :

Ekouwatso Dodzi,	née	le 22 janvier	1975
Amavi Akofa,	née	le 22 mars	1975
Essi Nényima,	née	le 11 avril	1976
Amavi,	née	le 08 mai	1976
Inyéza Kokou,	né	le 28 juillet	1976
Aboué Yawavi,	née	le 10 novembre	1977
Yaovi Esséboé,	né	le 03 août	1978

Kossiwa,	née	le 10 août	1980
Obikoli Ablavi,	née	le 16 décembre	1980.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. VOEDZO Kouassi Ogouvi, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 446/CRT-DP du 9/5/96 - Une pension militaire d'ancienneté (indice 550, pourcentage 65%) au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE (297.504) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ALA Kokou Sitsofé. Caporal 6è échelon, n°Mle 2307 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1995.

M. ALA Kokou Sitsofé pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Komi Mawuli,	né	le 12 avril	1980
Amewuho,	né	le 28 mars	1982
Ablavi Delali,	née	le 04 mai	1984
Koffi Senyo,	né	le 18 novembre	1987
Koffi Mawunyo,	né	le 10 septembre	1988
Kofi Delali,	né	le 20 septembre	1989.

Décision n° 447/CRT-DP du 9/5/96 - Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80%) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENT (798.900) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SABI Gado, Adjudant 4è échelon, n°Mle 1034 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mai 1995.

M. SABI Gado pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9è rang) ci-après désignés :

Solkè,	né	le 09 juin	1976
Saguy Bèwèlé,	né	le 02 octobre	1978
Akila,	né	le 02 février	1981

Dong,	né	le 25 juillet	1983
Pérézi,	né	le 20 avril	1986
Baféi,	né	le 20 juin	1988
Emile,	né	le 19 septembre	1991
Emilie,	née	le 19 septembre	1991
Badja Médard,	né	le 08 juin	1993.

Décision n° 448/CRT/DP du 9/5/96 - Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENT (798.900) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MAMA OURO Gblao, Adjudant 4ème échelon n°Mle 0722 du corps du personnel des forces Armées togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixé au 1er mai 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MAMA OURO Gblao, une rente temporaire d'invalidité (indice 500, pourcentage 35%) afférente à l'indice initial des sous-officiers des forces Armées togolaises d'un montant annuel de CENT QUARANTE CINQ MILLE SIX CENT TRENTE DEUX (145.632) FRANCS valable du 8 décembre 1995 au 7 décembre 1998.

Il lui est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 1er mai 1996 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4ème rang) ci-après désignés :

Sabicoou,	né	le 18 janvier	1974
Hamidou,	né	le 07 janvier	1977
Roukéiya,	née	le 08 août	1977
Mouhyidine,	né	le 27 février	1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DIX NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE CINQ (119.835) FRANCS.

M. MAMA OURO Gblao pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5ème au 9ème rang) ci-après désignés :

Hafissétou,	née	le 20 avril	1982
Nimatou,	née	le 24 mai	1984
Akbar,	né	le 23 avril	1986
Afdal,	né	le 23 avril	1986
Halimou,	né	le 23 mars	1992.

Décision n° 449/CRT/DP du 9/5/96 - Par application des

dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. FASSINOU Yao Vygnon, Adjudant 3ème échelon n°Mle 0463 du corps personnel des forces Armées togolaises est porté de 10% à 25% de sa pension principale SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699.036) FRANCS l'an pour compter du 1er novembre 1995 au titre de ses enfants (du 4ème au 6ème rang) ci-après désignés :

Yaovée Semeho,	né	le 30 mars	1978
Akuélé,	née	le 02 septembre	1979
Akuété,	né	le 02 septembre	1979.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE NEUF (174.759) FRANCS pour compter du 1er novembre 1995.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI la loi n° 91-11 du 23 mai 1991. M. FASSINOU Yao Vygnon ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1er novembre 1995.

#### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES MINES ET DE L'ENERGIE

Arrêté n° 25/MEME/DGMG/RNRM du 6/5/96 - La société Générale du Golfe de Guinée (SGGG) est autorisée à installer une station-service à AFLAO AVEDJI AGNIGBE à Lomé.

La station sera répartie de la manière suivante :

- 1 cuve de 15000 litres pour super
- 1 cuve de 15000 litres pour Gas-oil
- 1 cuve de 15000 litres pour Essence et Mélange
- 1 cuve de 10000 litres pour Pétrole
- 6 distributeurs (2 Super, 1 Gas-oil, 1 Pétrole, 1 Essence, 1 Mélange)
- 1 Kiosque (salle de vente, magasin, bureau, vestiaire et toilettes).

- La station-service est classée dans la catégorie des établissements de 2è classe.
- Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurant sur les plans remis par la Société Générale du Golfe de Guinée et visés par :

- a) Le Directeur Général des Travaux Publics pour le plan de masse,
- b) le directeur Général des Mines, et la géologie et du B.N.R.M. pour les plans d'ancrage et d'en-

fouissement.

- La station-service conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus en des endroits visibles et facilement accessibles et près des bouches de remplissage des camions-citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

- a) des caisses ou des seaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 0,100 m3) avec une pelle pour projection
- b) des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle.

Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

- Les frais de contrôle sont fixés à vingt mille (20.000) F CFA par an.

- L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2<sup>e</sup> classe.

- La Société Générale du Golfe de Guinée devra, avant le commencement des travaux, justifier de toutes autorisations nécessaires, à savoir :

- Autorisation foncière (loi n° 60-26 du 05 août 1960)
- Autorisation de construire,
- Autorisation de voirie.

- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

- La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

- Le Directeur Général des Mines, de la Géologie et du Bureau National de Recherches Minières est chargé de l'application du présent arrêté

Arrêté n° 026/MEME/DGMG/BNRM portant autorisation d'ouverture d'une station de vente d'hydrocarbure à Tokoin rond point aéroport - Lomé.

#### LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES ET DE L'ENERGIE

Vu la Constitution de la 4<sup>e</sup> République, notamment en ses articles 76 et 79 ;

Vu le décret du 14 Décembre 1927 portant réglementation des établissements classés dans la République Togolaise et tous les textes le complétant ou le modifiant ;

Vu l'arrêté n° 351 du 14 Mai 1947 créant un Service d'Inspection des Etablissements Classés ;

Vu l'arrêté n° 899 du 14 Novembre 1955 modifiant l'arrêté n° 351 du 14 Mai 1947 ;

Vu la demande d'autorisation DLA/RA/PDG-057 Bis/95 en date du 7 Septembre 1995 de la S.G.G.G. ;

Vu le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo n° 122/VL en date du 15 Février 1996 du Maire de la ville de Lomé ;

Sur proposition du Directeur Général des Mines, de la Géologie et du Bureau National de Recherches Minières,

#### ARRETE :

**Article premier :** La Société Générale du Golfe de Guinée (S.G.G.G.) est autorisée à installer une station-service à Tokoin rond point de l'aéroport - Lomé

La station sera répartie de la manière suivante :

- 1 Cuve de 15000 litres pour Super
- 1 Cuve de 15000 litres pour Gas-oil
- 1 Cuve de 15000 litres pour Essence et Mélange
- 1 Cuve de 10000 litres pour Pétrole
- 6 Distributeurs (2 Super, 1 Gas-oil, 1 Pétrole, 1 Essence, 1 Mélange)
- 1 Kiosque (salle de vente, magasin, bureau, vestiaire et toilettes)

Art. 2 : La station-service est classée dans la catégorie des établissements de 2<sup>e</sup> classe.

Art. 3 : Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurant sur les plans remis par la Société Générale du Golfe de Guinée et visés par :

- a) le Directeur Général des Travaux Publics pour le plan de masse
- b) le Directeur Général des Mines, de la Géologie et du B.N.R.M. pour les plans d'ancrage et d'enfouissement.

Art. 4 : La station-service conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus en des endroits visibles et facilement accessibles et près des bouches de remplissage des camions-citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

- a) des caisses ou des seaux de sables maintenu à l'état meuble (minimum 0,100 m3) avec une pelle pour projection
- b) des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle.

Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

Art. 5 : Les frais de contrôle sont fixés à VINGT MILLE (20.000) Francs CFA par an.

Art. 6 : L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation

actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2<sup>e</sup> classe.

Art. 7 : La Société Générale du Golfe de Guinée devra, avant le commencement des travaux, justifier de toutes autorisations nécessaires, à savoir :

- Autorisation foncière (loi n° 60-26 du 5 Août 1960)
- Autorisation de construire
- Autorisation de voirie

Art. 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 9 : La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Art. 10 Le Directeur Général des Mines, de la Géologie et du Bureau National de Recherches Minières est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 6 Mai 1996

Tchamdja ANDJO

Arrêté n° 28/MEME/DGMGIBNRM du 13 /5/1996 : Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 30 Mai au 13 Juin 1996 au sujet de la reconstruction de la station-service de Niamtougou par ELF OIL TOGO.

Les plans et les renseignements seront déposés dans le bureau de M. le Prefet Maire de la ville de Niamtougou pendant quinze (15) jours à partir du 30 Mai 1996 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures 30 à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

- La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

- Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

- Le Préfet Maire de la ville de Niamtougou est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, il dressera un procès-verbal des observations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre de l'Equipeement, des Mines et de l'Energie.